

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JANVIER 1914.

PROPOSITION DE LOI ORGANISANT LE DROIT D'ASSOCIATION.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Avec un certain nombre de mes collègues, j'ai déposé à nouveau une proposition de loi organisant le droit d'association.

Cette proposition avait été élaborée et déposée par notre ancien collègue M. Paul Janson, mais était devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres en 1912.

Nous la reproduisons sans modifications, mais sans adhérer nécessairement à toutes les solutions qu'elle comporte et nous réservons notamment notre opinion sur le point de savoir si les conditions dans lesquelles elle confère ou autorise l'octroi de la personnification civile et confère le droit de recevoir des dons et des legs, garantissent à suffisance les droits de la collectivité et la liberté de ses évolutions dans l'avenir.

Nous sommes convaincus que nous ne pouvons mieux justifier le dépôt de cette proposition de loi qu'en reproduisant ci-après les développements que rédigea pour l'appuyer M. Paul Janson.

FERDINAND FLÉCHET.

DÉVELOPPEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. JANSON.

MESSIEURS,

Il importe, au point de vue juridique, de ne pas confondre des choses essentiellement distinctes.

Le projet de loi s'attache à mettre en relief cette distinction nécessaire.

D'une part, il reconnaît la validité d'une association qui ne poursuit pas un but de bénéfice, qui n'est pas d'utilité publique et qui entend subsister et se développer à l'aide de ses propres ressources.

D'autre part, il s'occupe des personnes civiles proprement dites, c'est-à-dire des associations reconnues d'utilité publique, et, à ce titre, investies de la capacité de recevoir des dons et des legs qui, s'ajoutant à leurs propres ressources, leur permettraient d'étendre la sphère de leur action.

Il innove en cette matière, en ce qu'il confère au pouvoir exécutif le droit de créer des personnes civiles, droit actuellement réservé au pouvoir législatif ; mais en même temps, pour éviter des abus possibles, il détermine en ses grandes lignes le régime de publicité et de garanties auxquelles seront soumises les associations reconnues d'utilité publique.

On confond souvent ces deux questions et l'on perd de vue que la solution de l'une, la première, est absolument indépendante de la solution de l'autre.

Il faut donc tout d'abord marquer nettement une distinction, qui trop souvent passe inaperçue et qui donne lieu à des erreurs regrettables.

A côté de l'individu, sujet de droit, les lois actuelles organisent sous diverses formes des associations de personnes qui constituent à leur tour des sujets de droit ayant des intérêts collectifs.

Nous rencontrons d'abord — en laissant de côté l'État, les provinces et les communes — les sociétés civiles.

Celles-ci ne sont valables que si elles poursuivent un but de bénéfice.

Si tel n'est pas le cas, elles ne constituent que des associations de fait dépourvues de toute organisation légale.

Elles ne peuvent comme telles acquérir et exercer des droits ; toute leur organisation, quoique constitutionnelle, dépend du bon vouloir des associés ; elles ne peuvent pas comme telles être légalement propriétaires de l'immeuble consacré au but social ; elles n'ont même pas qualité pour poursuivre en justice le paiement des cotisations que leurs membres se sont engagés à payer.

A côté des sociétés civiles et des associations de fait, nous rencontrons les différentes sociétés commerciales qui constituent des êtres juridiques dont la loi reconnaît l'existence.

Elles ont comme telles la capacité d'acquérir et d'exercer des droits patrimoniaux sous les conditions déterminées par la loi.

Telles sont les sociétés commerciales qui, elles aussi, doivent poursuivre un but de bénéfice.

Il importe de remarquer que ni les associations de fait, ni les sociétés civiles, ni les sociétés commerciales, n'ont la capacité de recevoir des dons et des legs.

C'est la capacité de recevoir des dons et des legs qui caractérise essentiellement non pas précisément des associations de personnes, mais des institutions qui correspondent à un but d'utilité publique.

C'est à des institutions de ce genre, à ces personnes civiles proprement dites, et à elles seules, qu'est attribuée la capacité de recevoir des dons et des legs à raison du but d'utilité publique qu'elles poursuivent.

C'est ce but seul qui justifie la capacité exceptionnelle que la loi leur accorde.

Tels sont les hospices, les bureaux de bienfaisance, les fabriques d'église, les séminaires et aussi certaines congrégations hospitalières.

Des lois récentes ont accordé dans certaines limites la personnalité civile à des institutions dont elles ont reconnu l'utilité sociale.

Ainsi l'article 12 de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles accorde à celles-ci le droit de recevoir des donations entre vifs ou par testament, sous les conditions déterminées par ledit article.

L'article 14 de la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés de secours mutuels contient une disposition analogue.

Je la signale aux personnes charitables dont la plupart ne la connaissent pas.

L'article 2 de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières autorise les comités de patronage à distribuer des prix d'ordre, de propriété et d'épargne, et les autorise à recevoir à cet effet des dons et legs mobiliers.

Soit dit en passant, il est profondément regrettable que la loi ne leur ait accordé cette capacité que dans des limites si restreintes, et ne les ait pas rendus aptes à recevoir des dons et des legs destinés à la construction des maisons ouvrières, qui certes répondent pleinement à un but d'utilité publique.

La capacité de recevoir des dons et des legs est donc réservée, dans le système de nos lois, aux établissements d'utilité publique, visés par l'article 910 du Code civil. Les dons et legs qui leur sont faits sont, aux termes du même article, subordonnés à l'autorisation du Gouvernement.

Celle-ci est nécessaire pour empêcher que les personnes civiles, par suite de dons ou de legs, n'acquière un patrimoine dépassant leurs besoins réels.

En dehors de cette capacité de recevoir des dons et des legs dérivant de

son utilité publique, la personne civile proprement dite présente d'autres caractères essentiels qu'il importe de mettre en lumière.

Actuellement, il appartient à la loi seule de la créer; c'est assez dire que les personnes civiles étrangères n'ont en Belgique aucune existence, ni aucune capacité civile quelconque.

Telle était autrefois la fondation de la Couronne, aujourd'hui supprimée.

Elle n'avait pas plus d'existence légale en Belgique qu'une corporation religieuse que le Souverain du Congo aurait érigée en personne civile au Congo.

Toutefois la doctrine et la jurisprudence ont une tendance à admettre en Belgique la capacité des personnes civiles étrangères qui, dans les pays où elles ont été constituées, ont une fonction et des attributions analogues à celles des personnes civiles reconnues en Belgique.

A raison de son utilité publique, la personne civile subsiste à perpétuité; aussi longtemps, bien entendu, que la loi reconnaît son utilité publique.

Si elle vient à disparaître, à raison de ce que son utilité n'existe plus, ses biens deviennent sans maître et par conséquent sont dévolus à l'Etat.

De ce que la personne civile ne meurt pas, il s'ensuit nécessairement que ses biens ne sont pas soumis aux droits de mutation par décès.

Ils constituent une mainmorte légale.

En général aussi, ils échappent aux droits de mutation entre vifs.

Les hospices, les bureaux de bienfaisance en général n'aliènent pas leurs biens, à moins de circonstances exceptionnelles, telles que l'augmentation de valeur de ceux-ci.

En tout cas, les personnes civiles n'aliènent pas ceux de leurs biens qui sont nécessaires à l'exercice de leur but social.

En résumé, au point de vue fiscal, la personne civile a une situation privilégiée.

De ce qu'elle est d'utilité publique, il s'ensuit qu'elle doit être gérée et administrée par des mandataires spéciaux, nommés suivant la loi qui régit l'institution, et agissant dans un but absolument désintéressé.

La personne civile est aussi nécessairement soumise à des garanties indispensables de publicité et de contrôle quant à la bonne gestion de ses biens et à l'emploi de ses revenus au but social.

Ces notions de droit, très élémentaires, mais indispensables à rappeler, expliquent et justifient la différence essentielle et fondamentale entre les deux parties du projet de loi.

Le chapitre I^{er} et le chapitre II sont indépendants du chapitre III, lequel vise seul la question de la législation sur les personnes civiles proprement dites et l'extension éventuelle du domaine de celles-ci.

Le chapitre I^{er} n'a pas pour but de conférer aux sociétés dont il parle la capacité de recevoir des dons et des legs et de les ériger en personnes civiles.

Il se borne à reconnaître leur existence, leur capacité civile dans les limites qu'il établit, et leur fonctionnement normal.

Chose singulière, la Constitution proclame en son article 20 que les Belges

ont le droit de s'associer et que ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive. Et depuis 1830, en dépit des associations multiples ayant les buts les plus divers, qui se sont créées en Belgique, il n'y a aucune loi qui leur ait donné l'existence légale et leur ait permis de s'organiser dans des conditions normales, afin de réaliser le but qu'elles poursuivent; de ce qu'elles n'ont pas en vue un but de lucre, elles se trouvent destituées en masse de la protection de la loi et impuissantes à trouver une forme juridique régissant leur activité sociale!

En France, au contraire, le Code pénal de 1810 et une série de lois postérieures réglementaient d'une manière aussi restrictive que réactionnaire le droit d'association.

La loi due à l'initiative mémorable de M. Waldeck-Rousseau, loi du 2 juillet 1901, a abrogé le régime séculaire qui avait réagi la France à dater du Code pénal de 1810 et que les gouvernements postérieurs avaient maintenu et plutôt aggravé.

Cette même loi, en son titre 1^{er}, a organisé les associations qui n'ont pas un but de bénéfice.

Elle a ainsi réalisé un immense progrès dont la Belgique aurait dû prendre l'initiative et qui appelle d'urgence l'attention du législateur.

Le chapitre 1^{er} et le chapitre II de la proposition de loi ne font en somme que consacrer les règles qui régissent aujourd'hui en France les associations sans but de bénéfice, et je tiens à dire que je n'ai fait en somme que reproduire, avec de légères variantes, le titre 1^{er} de la loi Waldeck-Rousseau.

CHAPITRES I ET II.

Le chapitre 1^{er}, inspiré tout entier par le principe de la liberté d'association proclamé par la Constitution, ne fait en définitive que l'organiser par quelques dispositions simples et pratiques.

Dans le système actuel de nos lois, la condition essentielle d'une société et de la protection que la loi lui accorde, c'est la poursuite d'un bénéfice personnel au profit de chaque associé, à telles enseignes que la société est nulle, si un des associés est exclu de toute participation aux bénéfices.

Mais notre siècle s'inspire de plus en plus de la solidarité sociale et de sentiments altruistes; on ne saurait trop louer les efforts nombreux qui, dans tous les domaines, sont faits par des groupes de citoyens dans un but désintéressé, avec le seul souci d'une action commune en vue d'un but d'intérêt social.

Dès lors, n'est-il pas absolument nécessaire de reconnaître l'existence juridique d'associations ayant l'objet indiqué par l'article 1^{er}?

Inutile de formuler en détail les règles qui régleront ces associations.

Constituées sous l'égide du droit commun, elles fixeront elles-mêmes les règles fondamentales qui doivent les régir, en vertu du principe de la liberté des conventions, avec la restriction — qui, elle aussi, est le droit commun —

que leur but ne sera contraire ni à l'ordre public, ni aux lois, ni aux bonnes mœurs.

Tel est l'objet de l'article 1^{er}. Toutefois, il a paru nécessaire de formuler certaines règles essentielles dont la plupart se justifient d'elles-mêmes et qui ont pour but d'assurer leur fonctionnement régulier.

Il importe de noter d'ailleurs que la plupart de ces règles sont empruntées elles-mêmes à la législation qui régit actuellement les sociétés commerciales.

Il faut que ces sociétés, dans leur intérêt même, soient connues du public; de là, la nécessité de l'acte constitutif et de sa publication.

Le projet exige un acte authentique publié au *Moniteur*, mais je reconnais qu'il serait possible de se contenter d'un acte sous seing privé et que la publication au *Moniteur* pourrait être remplacée par le dépôt de l'acte au greffe du tribunal civil ou au greffe du tribunal de commerce, qui seraient tenus de le communiquer au public et d'en délivrer copie à ceux qui désireraient en prendre connaissance.

L'article 2 contient une disposition nécessaire pour permettre à l'association de recruter de nouveaux adhérents. Cette faculté, que les statuts doivent consacrer, est encore dictée par l'intérêt évident de la société.

L'article 3 exige la publication du bilan au *Recueil spécial des actes de sociétés*.

L'article 4 limite à trente années la durée de ces sociétés, sauf prorogation à l'expiration de ce délai.

C'est encore la reproduction du droit commun relatif aux sociétés commerciales.

Cet article 4 dit toutefois qu'à l'expiration du terme de trente années, la société devra payer au Trésor un impôt de 6 p. c. de son avoir net.

Le chiffre de l'impôt est sujet à discussion, mais le principe de l'impôt me paraît justifié.

En effet, l'avoir de la société pendant la durée de celle-ci échappe aux droits de succession et, en général, il sera aussi affranchi des droits de mutation.

L'impôt proposé par le projet a donc un caractère compensatoire de ces droits.

L'article 5, pour le cas de décès, d'interdiction, de faillite ou de déconfiture d'un des associés, contient des règles qui sont pour ainsi dire devenues de style dans les sociétés commerciales; toutefois, il permet aux héritiers représentants de l'associé décédé de sortir de la société, en lui faisant rembourser la part de leur auteur dans des conditions qui permettent à la société de se libérer facilement.

Et l'article 6 consacre aussi le droit de chaque associé de se retirer de la société dans les conditions qu'il détermine.

Dans le système du projet de la loi, la société subsiste pendant le terme fixé pour sa durée, mais le personnel de ses associés est variable et mobile. De nouveaux associés peuvent y entrer, d'anciens associés peuvent en sortir.

L'article 7 a pour but d'empêcher que le contrat de société ne contienne des clauses ayant pour objet d'enrichir celle-ci au détriment des tiers et des héritiers.

Il n'existe aucune raison de dépouiller ceux-ci de la part de l'associé décédé, ni de permettre à la société de constituer une sorte de loterie ayant pour but d'assurer aux associés survivants la part des associés prédécédés. Cette clause prohibitive s'inspire du reste de la restriction établie en matière de sociétés civiles par l'article 1837, § 2, du Code civil.

Le principe de l'article 8 est emprunté à la loi sur les unions professionnelles ; celle-ci, par son article 43, frappe leurs immeubles d'une taxe annuelle de 4 % du revenu cadastral, taxe représentative des droits de mutation.

Je reconnais qu'il serait préférable, tout en maintenant le principe de cet impôt, d'établir comme base de perception le système suivi par la loi sur les unions professionnelles et j'ajoute qu'il serait très désirable, ainsi que cela a été fait en France, de soumettre au même impôt tous les biens immeubles qui échappent en général au droit de mutation.

Les associations dont parle le projet de loi, ayant une existence civile, sont capables de contracter dans les limites déterminées par le projet de loi ; elles peuvent donc avoir des obligations envers des tiers, et il était nécessaire de dire qu'elle était la garantie de ceux-ci ; elle consiste exclusivement dans l'avoir de la société, laquelle, en ce qui concerne ses responsabilités civiles, est assimilée à la société anonyme.

Il fallait une sanction à l'observation de la loi ; tel est l'objet du chapitre II, qui autorise le pouvoir judiciaire à prononcer la dissolution de la société si celle-ci n'observe pas les prescriptions essentielles de la loi.

Ces courtes considérations justifient le chapitre I^{er} et le chapitre II du projet de loi et son texte répond à un besoin social si évident, qu'il semble vraiment que, sauf des modifications de détail, il pourra à très bref délai prendre place dans la législation positive.

CHAPITRE III.

Le chapitre III traite *des personnes civiles proprement dites*, c'est-à-dire des associations qui, constituées conformément au chapitre I^{er}, seront, à raison de leur utilité publique, investies du droit de recevoir des dons ou des legs.

Je crois inutile d'entrer ici dans l'examen des théories intéressantes auxquelles a donné lieu la question de la personnification civile.

Est-elle une fiction de la loi ? Est-elle au contraire une réalité antérieure à la loi et dont celle-ci ne ferait que reconnaître l'existence ?

Une chose est certaine en tout cas : il est impossible de soutenir que, par la seule volonté des individus poursuivant un but commun puissent, au profit de ce but commun personnifié, assurer à celui-ci la capacité de recevoir des dons ou des legs.

Cette capacité, même lorsqu'il s'agit d'individus, est essentiellement l'œuvre de la loi positive, et c'est ainsi que celle-ci établit en cette matière une série d'incapacités qu'il est inutile d'énumérer ici.

Ce qui est vrai de la capacité de recevoir des dons et des legs est vrai aussi de la faculté de faire des testaments et des donations. Elle relève exclusivement du droit positif.

Done, quelles que soient les divergences théoriques, l'intervention de la loi est nécessaire pour conférer à une association le droit exceptionnel de recevoir des dons et des legs, et ce droit ne peut se justifier en théorie que si l'association a un but d'intérêt public.

Dans ce cas seulement, elle pourra et devra être reconnue comme personne civile et nécessairement se soumettre à des conditions spéciales et particulières commandées par l'intérêt public et justifiées par la faveur que la loi lui accorde.

La vraie question, au point de vue pratique, est celle-ci : la notion d'utilité publique, telle qu'elle est aujourd'hui comprise par la législation, est-elle bien comprise ? Est-elle dans les lois actuelles suffisamment étendue ?

Je n'hésite pas à me prononcer pour la négative ; notre temps a vu naître une série d'œuvres excellentes, inspirées, nous le répétons, par le principe de la solidarité sociale et dont l'utilité publique est incontestable.

Je citerai, à titre d'exemples, toutes les œuvres à la prospérité desquelles, sans distinction de culte ni de croyances, peuvent et doivent s'associer tous ceux qui ont la noble préoccupation de remédier aux misères sociales, telles : toutes les institutions qui ont pour but la protection de l'enfance, le patronage des condamnés libérés, la lutte contre l'alcoolisme, contre la tuberculose, les bourses du travail, les organisations, encore rudimentaires, contre le chômage.

Il convient d'y ajouter, dans un autre ordre d'idées, les sociétés qui ont exclusivement pour objet le progrès des lettres, des arts et des sciences.

Elles sont nombreuses en Belgique et sont en quelque sorte l'épanouissement plein de fécondité et d'activité de notre vie intellectuelle.

Telles sont, pour ne pas les citer toutes, la Société d'Archéologie, les deux sociétés de Géologie, la Société d'Anthropologie, la Société d'Astronomie, la Société de Microscopie ; la plupart possèdent de fait un patrimoine en rapport avec leur destination, des collections, une bibliothèque et un mobilier.

Il semble aussi, dans cet ordre d'idées, que l'Ordre des avocats de chacune des trois Cours d'appel devrait jouir de la personnalité civile, qui lui assurerait la propriété de ses bibliothèques et des œuvres d'art qui parfois s'y trouvent, et qui lui permettrait de recevoir des dons et des legs au profit des confrères malheureux ou de leurs proches parents sans ressources.

Les sociétés constituées dans ces buts, à coup sûr excellents, n'ont actuellement qu'une existence précaire, et il est vraiment pénible de voir les tribunaux, à raison de l'imperfection de la loi, annuler les libéralités qui leur sont faites.

Actuellement une loi peut seule conférer la personnalité civile proprement

dite; or, l'expérience parlementaire ne me montre que trop que les projets de loi les plus simples et les plus nécessaires restent trop souvent enfouis dans les cartons du Parlement.

La grande innovation proposée par le projet de loi consiste en ce que désormais le pouvoir exécutif pourra, par un arrêté royal, conférer la personnalité civile à une association reconnue d'utilité publique.

Il m'a semblé qu'un arrêté royal était même inutile pour certaines sociétés dont l'utilité publique est incontestable, et dont j'ai fait l'énumération.

C'est pourquoi le texte que j'ai proposé les dispense de l'autorisation royale et leur accorde de plein droit la personnalité civile, dans les limites et les conditions du projet de loi.

Mais, si je reconnais la nécessité d'étendre la notion d'utilité publique et si je propose de permettre à un arrêté royal de se substituer en cette matière à la loi, il est indispensable de déterminer dans la loi les conditions essentielles auxquelles l'arrêté royal donnera l'octroi de la personnalité civile.

Ces conditions essentielles, énumérées par le projet de loi, sont du reste empruntées aux lois antérieures qui régissent les personnes civiles existantes à ce jour, règles établies, en tenant compte précisément du caractère d'utilité publique de celles-ci; j'ai de plus remédié à certaines lacunes qu'il importait de combler et cela en tenant compte de l'œuvre des lois les plus récentes, conférant dans certaines limites la personnification civile.

L'article 910 du Code subordonne l'acceptation d'une donation ou d'un legs par une personne civile à l'autorisation du Gouvernement.

Il n'existe aucune raison de déroger à ces dispositions en ce qui concerne les personnes civiles futures.

Le Gouvernement doit veiller à ce qu'elles n'aient pas des ressources dépassant leurs besoins réels, et il doit aussi veiller à ce que les libéralités au profit des personnes civiles se concilient avec l'intérêt que peuvent inspirer les parents pauvres du donateur et du testateur.

Il est nécessaire que les personnes civiles puissent être propriétaires des immeubles indispensables à l'obtention de leur but social, mais la propriété d'autres immeubles doit leur être interdite; elle ne peut que compliquer leur gestion et leur administration et constituer dans leurs mains une main-morte inutile.

Les rentes nominatives sur l'État remplaceront le prix des immeubles et épargneront ainsi aux personnes civiles des frais de gestion inutiles.

La personne civile ayant un but d'utilité publique, il est indispensable que la loi prenne les mesures nécessaires pour que ce but d'utilité publique soit atteint.

De là dérive la nécessité d'une comptabilité publique régulière, tel que le projet de loi l'organise; de là la nécessité d'un contrôle sur la gestion et l'administration de la personne civile; de là le droit du pouvoir exécutif de réglementer cette gestion de manière à ce que le but de la personne civile soit réellement atteint.

L'administration des hospices, des bureaux de bienfaisance, des fabriques d'église, établissements investis actuellement de la personnalité civile, est minutieusement réglée par des lois spéciales; personne n'en a jamais contesté l'utilité et la nécessité.

Il était donc indispensable, en transférant au pouvoir exécutif le droit qui appartient actuellement au pouvoir législatif, de formuler dans la loi les conditions légales qui limiteront les droits du pouvoir exécutif et soumettront les personnes civiles nouvelles aux mesures de publicité, de contrôle et de surveillance qui régissent celles qui existent actuellement.

L'article 15 constate au profit du pouvoir exécutif le droit de retirer aux personnes civiles les bénéfices des dons ou des legs qui leur ont été faits, si ces personnes civiles n'observent pas la loi qui leur a donné une capacité dont elles abusent et attribue ces biens à la Caisse des accidents du travail.

On pourrait admettre toute autre destination de bienfaisance, se conformant autant que possible aux intentions des donateurs et des fondateurs.

Si nous avons indiqué la Caisse des accidents du travail, c'est que, malgré la loi si insuffisante sur les accidents du travail, elle a conservé une grande utilité publique en venant en aide aux victimes des accidents du travail par une aide immédiate et que, dans ma pensée, elle devrait avoir pour mission essentielle d'accorder des pensions aux ouvriers nombreux et vraiment dignes de pitié qui, victimes de la législation du Code civil, aujourd'hui supprimée, n'ont pas réussi à obtenir une indemnité et sont réduits à la misère et à la mendicité.

L'article 16 exclut naturellement de toute participation aux dons et au bénéfice des legs les associés démissionnaires, décédés, en faillite ou en déconfiture.

Cette disposition se justifie d'elle-même; le véritable donataire ou légataire, c'est le but commun, et si celui-ci ne peut être atteint, les associés *ut singuli* n'ont aucune prétention à faire valoir sur les biens légués ou donnés.

Il fallait aussi prévoir ce qui arriverait à la dissolution de la société. Dans cette hypothèse encore, les biens légués ou donnés ne peuvent se partager entre les associés; le projet de loi les attribue à la Caisse des accidents du travail.

La nécessité d'étendre la notion de l'utilité publique au profit de certaines associations qui aujourd'hui sont incapables de recevoir des dons ou des legs, bien qu'elles soient d'utilité publique, dérive de l'évolution qui s'est opérée dans les esprits quant à l'étendue des devoirs sociaux.

C'est elle qui a inspiré tant d'œuvres excellentes, dont beaucoup sont dues à la généreuse initiative de M. Jules Lejeuné, ancien Ministre de la Justice.

En cette matière, comme en beaucoup d'autres, l'évolution des idées doit amener nécessairement l'évolution du droit.

C'est ce sentiment qui a dicté le chapitre III du projet de loi.

La Chambre est déjà, à certains égards, saisie de la question; sur l'initia-

tive de M. Tibbaut, elle a été saisie d'un projet de loi présenté par lui-même et par MM. Bertrand, Desmazières, Van Cauwenbergh, Carton de Wiart et Buisset, c'est-à-dire par des députés représentant les trois parties du Parlement.

Ce projet de loi vise les associations *internationales* à but scientifique et il leur accorde la personnification civile.

Ses auteurs ont reconnu le principe que j'ai rappelé.

Une loi est nécessaire pour créer une personne civile en Belgique; *a fortiori*, une loi est nécessaire pour permettre à une société étrangère de jouir en Belgique de la personnalité civile, si cette société n'a pas pour objet un but d'utilité publique, identique à celui qui, en Belgique, a donné naissance à certaines personnes civiles.

Le projet de loi de mes honorables collègues consacre en cette matière les règles de publicité et de contrôle que j'ai rappelées, mais il ne vise que les sociétés internationales à but scientifique.

Je suis loin de contester le mérite de l'opportunité de ce projet de loi, mais il me semble qu'il faut en étendre l'objet et qu'à côté des associations internationales à but scientifique il y a des associations nationales hautement intéressantes et auxquelles il convient aussi d'accorder sous certaines conditions, le bénéfice de la personnification civile.

A chaque génération son œuvre.

Les auteurs immortels de la Constitution ont proclamé les principes essentiels affirmés par la déclaration des droits de l'homme qui, depuis lors, ont, à des degrés divers, pénétré dans le droit public européen.

L'œuvre de la génération actuelle est double : elle doit les maintenir intacts et respectés; elle doit faire plus et mieux : elle doit s'efforcer d'interpréter largement les textes qui les consacrent et d'en développer toutes les conséquences ⁽¹⁾.

PAUL JANSON.

(1) Voir sur la question un livre édité récemment par l'Institut Solvay : *La personnification civile des associations*, par MM. Robert MARC, M. VAUTHIER et Paul ERBERA, avec introduction par M. Adolphe PRINS.

**Proposition de loi organisant le droit
d'association.**

**Wetsvoorstel regelende het recht
van vereeniging.**

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Toute association de sept personnes au moins, constituée en Belgique et poursuivant un but commun qui n'est contraire ni à l'ordre public, ni aux lois, ni aux bonnes mœurs, constitue un être juridique dont la loi reconnaît l'existence.

L'association régie par la présente loi existe, alors même que les associés ne poursuivent pas un bénéfice commun à partager entre eux.

Elle est régie par la libre convention des parties, moyennant toutefois l'observation des règles déterminées ci-après.

ART. 2.

Les statuts seront passés par acte authentique et publiés au recueil des actes de société du *Moniteur belge*.

Ils indiqueront la dénomination de la société, son siège social, le but poursuivi par elle, les conditions de l'association, le mode d'administration et de gestion, l'emploi de ses ressources, la manière dont elle sera représentée en justice, les apports des associés.

Ceux-ci peuvent consister en meubles, espèces, ou en immeubles nécessaires à l'accomplissement du but social ou en une coopération matérielle ou intellectuelle au but social.

HOOFDSTUK 1.

EERSTE ARTIKEL.

Elke vereeniging bestaande uit ten minste zeven personen, in België opgericht en een gemeenschappelijk doel hebbende dat niet strijdig is met de openbare orde, de wetten of de goede zeden, maakt een rechtspersoon uit waarvan de wet het bestaan erkent.

De vereeniging, door deze wet beheerscht, bestaat zelfs wanneer de leden niet eene gemeenschappelijke, onder hen te verdeelen winst beoogen.

Zij wordt beheerscht door de vrije overeenkomst van de deelhebbers, mits de hierna aangeduide regelen worden nageleefd.

ART. 2.

De statuten worden bij authentieke akte opgesteld en in de verzameling der akten van vennootschappen van het *Belgische Staatsblad* opgenomen.

Zij vermelden den naam van de vereeniging, den maatschappelijken zetel, het beoogde doel, de voorwaarden der vereeniging, de wijze waarop zij bestuurd en beheerd wordt, het aanwenden van de inkomsten, de wijze waarop zij in rechten vertegenwoordigd zal zijn, de inbrengsten van de deelhebbers.

Deze kunnen bestaan in meubelen, speciën of onroerende goederen noodig tot het verwezenlijken van het maatschappelijk doel of in eene stoffelijke of intellectueele medewerking.

Les statuts stipuleront en outre les conditions auxquelles de nouveaux associés pourront être admis dans la société.

ART. 3.

Il y aura par an une assemblée au moins des associés. Elle se tiendra au siège social, au jour et à l'heure fixés par les statuts.

Le bilan annuel et le compte des recettes et dépenses seront présentés à l'assemblée générale; le bilan sera publié au recueil spécial des actes de société.

Il sera tenu au siège social un livre spécial contenant les nom, prénoms, profession et domicile des associés. Ce livre sera coté et paraphé par le gouverneur de la province ou le fonctionnaire qu'il désignera à cette fin.

ART. 4.

La durée des sociétés constituées conformément à la présente loi ne pourra excéder trente années; néanmoins, la société, à l'expiration du délai ci-dessus, pourra être prorogée pour un nouveau terme de trente années; en ce cas, il sera dû au Trésor un impôt de 6 % sur l'avoir net de la société.

ART. 5.

Les associations constituées conformément à la loi ne seront pas dissoutes par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

De statuten bepalen ook de voorwaarden waaronder nieuwe deelhebbers in de vereeniging kunnen opgenomen worden.

ART. 3.

Ten minste eenmaal in 't jaar moeten de deelhebbers vergaderen. Deze vergadering zal, op den dag en het uur bepaald door de statuten, ten maatschappelijken zetel plaats hebben.

De jaarlijksche balans en de rekening van ontvangsten en uitgaven worden de algemeene vergadering voorgelegd; de balans wordt bekendgemaakt in de bijzondere verzameling der akten van vennootschap.

De namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats der deelnemers worden ingeschreven in een afzonderlijk boek, ten maatschappelijken zetel gehouden. Dit boek wordt door den gouverneur van de provincie of door den ambtenaar, te dien einde door hem aangewezen, genummerd en geteekend.

ART. 4.

De duur van de vereenigingen, onder deze wet tot stand gekomen, mag dertig jaren niet te boven gaan; nochtans kan, na verloop van den hierboven bepaalden tijd, de vereeniging voor een nieuwen termijn van dertig jaren verlengd worden; in dit geval is aan de Schatkist eene belasting van 6 t. h. op het zuivere vermogen van de vereeniging verschuldigd.

ART. 5.

De vereenigingen, volgens de wet tot stand gebracht, worden niet onthouden door het overlijden, de interdictie, het failliet of het kennelijk onvermogen van een der deelhebbers.

Les héritiers ou représentants de l'associé décédé, interdit, en faillite ou en déconfiture ne pourront pas faire apposer les scellés sur l'avoir social, ni en requérir l'inventaire; ils devront choisir un mandataire pour les représenter ou devront se contenter du remboursement de la part de leur auteur suivant les règles indiquées ci-après à l'article 6.

ART. 6.

Chaque associé pourra, nonobstant toute clause ou stipulation contraire, se retirer de la société, chaque année, dans les six premiers mois de l'année sociale.

En ce cas, il pourra réclamer sa part de l'avoir social, déduction faite du passif sur pied du dernier bilan.

La société aura un délai de deux ans pour rembourser cette part. Si elle use de ce délai, elle devra bonifier à l'associé démissionnaire un intérêt de 3 1/2 %.

ART. 7.

Sont nulles et réputées de droit non écrites, les clauses qui attribueraient directement ou indirectement, soit à la société, soit à un ou plusieurs associés, la part d'un associé décédé, interdit, en faillite ou en déconfiture.

Aan de erfgenamen of vertegenwoordigers van den overledenen, geïnterdiceerden, gefailleerden of kennelijk onvermogenden deelhebber hoort het recht niet toe het maatschappelijk bezit onder zegel te doen plaatsen of daarvan een inventaris te vorderen; zij moeten een lasthebber aanstellen om ze te vertegenwoordigen of dienen zich te vergenoegen met de terugbetaling van het deel van hem in wiens rechten zij treden, volgens de regelen bepaald in artikel 6.

ART. 6.

Elk deelhebber mag, niettegenstaande alle strijdig beding of bepaling, zich ieder jaar uit de vereeniging terugtrekken, binnen de eerste zes maanden van het maatschappelijk jaar.

In dit geval kan hij zijn deel van het maatschappelijk vermogen vergen, min het passief blijkende uit de laatste balans.

Aan de vereeniging wordt eentijd van twee jaren toegestaan om dit deel terug te betalen. Indien zij van dezen termijn gebruik maakt, betaalt zij den ontslagnemenden deelhebber 3 1/2 t. h. interest.

ART. 7.

Zijn nietigen worden van rechtswege als niet geschreven beschouwd alle bedingen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, hetzij aan de vereeniging, hetzij aan één, hetzij aan meer van de deelhebbers het deel zouden toekennen van een gestorven, geïnterdiceerden, gefailleerden of kennelijk onvermogenden deelgenoot.

ART. 8.

Les immeubles possédés par la société conformément à la présente loi sont passibles d'une taxe foncière annuelle d'un quart pour cent de leur valeur calculée suivant les règles admises pour les droits de succession en ligne directe, et ce indépendamment de la contribution foncière et personnelle, s'il y a lieu.

ART. 9.

Les biens meubles et immeubles des sociétés constituées conformément à la présente loi constituent la seule garantie de leurs créanciers, à moins de stipulations contraires et dans les limites de celles-ci.

CHAPITRE II.

ART. 10.

Les sociétés constituées conformément à la présente loi et qui n'en observent pas les prescriptions pourront être dissoutes à la requête d'un des associés ou à la requête du ministère public, par jugement du tribunal de première instance du siège social.

Ce jugement sera susceptible d'appel. Néanmoins, la dissolution pourra ne pas être prononcée si, dans un délai de six mois au maximum, la société offre de se conformer et se conforme aux prescriptions de la présente loi.

ART. 8.

De onroerende goederen welke, overeenkomstig deze wet, in het bezit zijn van de vereeniging, moeten eene jaarlijksche grondbelasting betalen, berekend naar een vierde ten honderd van hunne waarde en volgens de regelen aangenomen voor de rechten van successie in de rechte lijn, ongeminderd de grondbelasting en de personeele belasting, zoo daartoe aanleiding bestaat.

ART. 9.

De roerende en onroerende goederen van de vereenigingen, volgens deze wet tot stand gekomen, maken de eenige waarborg van hunne schuldeischers uit, tenzij het tegenovergestelde is bepaald en binnen de grenzen van deze bepalingen.

HOOFDSTUK II.

ART. 10.

De vereenigingen, overeenkomstig deze wet tot stand gekomen, die de voorschriften ervan niet naleven, kunnen, op aanvraag van een der medeleden of op eisch van het openbaar ministerie, worden ontbonden krachtens een vonnis der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de vereenigingen haren zetel hebben.

Dit vonnis is vatbaar voor hooger beroep. Nochtans mag de ontbinding niet worden uitgesproken indien, binnen den termijn van ten hoogste zes maanden, de vereeniging zich bereid verklaart de voorschriften van deze wet na te leven en dit ook doet.

CHAPITRE III.

ART. 11.

Les sociétés constituées conformément à la présente loi qui poursuivent un but d'intérêt public ou social pourront, par arrêté royal motivé, être investies du droit de recevoir des donations ou des legs, moyennant autorisation du Gouvernement.

Le bénéfice de cette disposition est dès à présent acquis par l'effet de la présente loi aux associations qui se constitueront conformément aux règles établies par le chapitre I, et qui poursuivent exclusivement la protection de l'enfance, un but d'hygiène, le progrès des lettres, des sciences et des arts.

L'autorisation d'accepter le don ou le legs sera, s'il s'agit d'immeubles, subordonnée à la condition que les immeubles seront réalisés dans l'année de l'acceptation et que le prix de vente sera converti en rentes nominatives sur l'État.

Exception pourra être faite néanmoins à cette règle, lorsqu'il s'agira d'immeubles indispensables à la réalisation du but social.

Le refus d'autorisation sera suffisamment motivé par la déclaration du Gouvernement que l'association possède des ressources suffisantes pour atteindre le but social.

ART. 12.

Les associations ou sociétés qui ne poursuivent qu'un bénéfice à partager entre leurs membres ne jouissent pas du bénéfice de la présente loi.

HOOFDSTUK III.

ART. 11.

De vereenigingen, volgens deze wet opgericht, die een doel van algemeen of maatschappelijk belang beoogen, mogen, door een met redenen omkleed koninklijk besluit, het recht verkrijgen, mits machtiging van de Regeering, giften en legaten aan te nemen.

De weldaad van deze bepaling wordt van nu af aan, als gevolg van deze wet, toegestaan aan de vereenigingen die zullen tot stand komen overeenkomstig de regelen vervat in hoofdstuk I, en die uitsluitend ten doel hebben de bescherming van de kinderen, de openbare gezondheid, de bevordering van letteren, wetenschappen en kunsten.

De toestemming om de gift of het legaat aan te nemen zal, wanneer het onroerende goederen betreft, ondergeschikt zijn aan de voorwaarde dat deze onroerende goederen te gelde worden gemaakt binnen het jaar na de aanvaarding, en dat de verkoopprijs wordt omgezet in Staatsrenten op naam.

Nochtaans zal men van deze bepaling kunnen afwijken, wanneer de onroerende goederen onmisbaar zijn tot verwezenlijking van het maatschappelijk doel.

Het zal voldoende zijn het weigeren van toestemming te rechtvaardigen door de verklaring der Regeering, dat de vereeniging reeds de noodige middelen bezit om het maatschappelijk doel te bereiken.

ART. 12.

De vereenigingen of maatschappijen, welker uitsluitend doel bestaat in het verdeelen onder de leden van winsten, kunnen de weldaad van deze wet niet genieten.

Sont considérées notamment comme telles toutes les sociétés commerciales et toutes les sociétés civiles réunissant les conditions requises par le Code civil pour leur validité.

ART. 13.

Le bénéfice de la disposition de l'article 2 ci-dessus n'existera qu'au profit des associations qui se soumettront aux conditions suivantes :

Elles devront avoir une comptabilité régulière consistant en un livre-journal et un livre de caisse qui seront cotés par le gouverneur de la province ou par le fonctionnaire qu'il désignera à cette fin.

Elles devront, à la fin de chaque année, établir le bilan de leur actif et de leur passif et le compte détaillé de leurs recettes et de leurs dépenses certifiées conformes par leurs administrateurs.

Dans la quinzaine, ce bilan et ce compte seront envoyés au greffier provincial, qui en délivrera une copie libre certifiée conforme à toute personne qui en fera la demande contre paiement des frais.

Le bilan devra être approuvé par la députation permanente, sauf recours au Roi.

La députation permanente veillera à ce que la comptabilité soit correcte et claire et à ce que les ressources de la société soient exclusivement consacrées au but social.

ART. 14.

Le Gouvernement pourra prescrire par arrêté royal telle mesure qu'il ju-

Worden, onder andere, als zoodanig beschouwd alle vennootschappen van koophandel en alle burgerlijke maatschappijen welke voldoen aan de voorwaarden door het Burgerlijk Wetboek vereischt voor hare geldigheid.

ART. 13.

De weldaad van de bepaling vervat in artikel 2 hierboven wordt alleen toegekend aan de vereenigingen die zich aan de volgende voorwaarden onderpen :

Zij moeten eene regelmatige comptabiliteit hebben, bestaande uit een dagboek en een kasboek, die door den gouverneur van de provincie of door den ambtenaar, door hem aangewezen, worden genummerd en geteekend.

Zij moeten, aan het einde van elk jaar, opmaken eene balans van hare bezittingen en passief, alsook eene omstandige rekening van hare ontvangsten en uitgaven, door hunne bestuursleden als trouw en echt verklaard.

Binnen vijftien dagen, moeten zij deze balans en deze rekening zenden aan den provincialen griffier, die daarvan een afschrift op ongezegeld papier afgeeft aan eenieder die dit, tegen betaling der kosten, aanvraagt.

De balans moet worden goedgekeurd door de bestendige deputatie, behoudens beroep op den Koning.

De bestendige deputatie zorgt er voor, dat de comptabiliteit regelmatig en duidelijk wordt gehouden en dat de inkomsten van de vereeniging alleen tot het maatschappelijk doel worden aangewend.

ART. 14.

De Regeering kan, bij koninklijk besluit, elken maatregel voorschrijven

gera convenir pour la bonne gestion des biens donnés ou légués aux associations constituées conformément à la présente loi.

ART. 15.

Si les dispositions ci-dessus ne sont pas observées, les associations constituées conformément à la présente loi seront, par arrêté royal, déchues des bénéfices des dons ou des legs qui leur ont été faits.

Les biens donnés ou légués seront attribués par l'arrêté royal de déchéance à la Caisse des accidents de travail.

ART. 16.

Dans le règlement des droits des associés, interdits, démissionnaires, décédés, en faillite ou en déconfiture, il ne sera pas tenu compte des biens donnés ou légués.

A la dissolution de la société, et sauf le cas de prorogation de celle-ci, ces biens seront dévolus de plein droit à la Caisse des accidents de travail.

ART. 17.

Un arrêté royal réglera l'exécution de la présente loi.

welken zij noodig acht voor het goed beheer van de goederen gegeven of gelegateerd aan vereenigingen, volgens deze wet opgericht.

ART. 15.

Worden bovenstaande bepalingen niet nageleefd, zoo worden de volgens deze wet tot stand gekomen vereenigingen bij koninklijk besluit ontzet van de hun gemaakte giften of legaten.

Door het koninklijk besluit van ontzetting worden de geschonken en gelegateerde goederen toegekend aan de Kas voor arbeidsongevallen.

ART. 16.

De giften of legaten komen niet in aanmerking bij de regeling der rechten van de leden die zijn gestorven, hun ontslag namen, geïnterdiceerd zijn, failliet werden verklaard of in staat van kennelijk onvermogen verkeerden.

Bij de ontbinding der vereeniging en behoudens het geval dat de duur ervan wordt verlengd, komen deze goederen van rechtswege toe aan de Kas voor arbeidsongevallen.

ART. 17.

De uitvoering van deze wet wordt bij koninklijk besluit geregeld.

FERD. FLÉCHET.

MAURICE FERON.

GEORGES LORAND.

(viii) .

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JANUARI 1914.

WETSVOORSTEL REGELENDE HET RECHT VAN VEREENIGING.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Te zamen met enkele onzer medeleden heb ik opnieuw ingediend het wetsvoorstel betreffende het recht van vereeniging.

Dit voorstel werd vroeger opgemaakt en ingediend door wijlen ons medelid, den heer Paul Janson; het verviel echter ten gevolge van de ontbinding der Kamers in 1912.

Wij nemen het ongewijzigd over, doch daaruit volgt niet, dat wij ons vereenigen met al de oplossingen, die daarin worden voorgesteld; zóó schorten wij onze meening op betreffende de vraag, of de voorwaarden, waaronder het voorstel de rechtspersoonlijkheid verleent of toelaat ze te verleen en het recht toekent om giften en legaten te aanvaarden, de rechten van de gemeenschap en haren vrijen ontwikkelingsgang in de toekomst genoeg waarborgen.

Wij houden ons overtuigd dat het overnemen van de Toelichting van dit voorstel, door den heer Paul Janson zelf geschreven, de indiening daarvan het best zal wettigen.

FERDINAND FLÉCHET.

TOELICHTING DOOR DEN HEER JANSON.

MIJNE HEEREN,

In rechtskundig opzicht is het van belang, dat zaken, uit haar aard verschillend, niet met elkander worden verward.

Het wetsvoorstel tracht dit noodige onderscheid te doen uitkomen.

Eensdeels, erkent het de geldigheid van eene vereeniging zonder winstbejag, zonder algemeen nut, die enkel wil bestaan en zich ontwikkelen met eigen middelen.

Anderdeels, laat het zich in met de eigenlijke rechtspersonen, dit wil zeggen, de vereenigingen die van algemeen nut werden verklaard en als zoodanig bevoegd zijn om giften en legaten te aanvaarden welke, hare eigene middelen stijvend, haar in staat mochten stellen haren werkring uit te breiden.

Op dit gebied voert het voorstel iets nieuws in, daar het aan de uitvoerende macht het recht toekent rechtspersonen in 't leven te roepen, welk recht thans enkel behoort aan de wetgevende macht; doch, om mogelijke misbruiken te vermijden, bepaalt het de hoofdtrekken van het stelsel van openbaarheid en van waarborgen, waaraan zullen onderworpen zijn de vereenigingen die van algemeen nut werden verklaard.

Beide punten worden vaak verward; er wordt uit het oog verloren dat de oplossing van het eerste volstrekt onafhankelijk is van de oplossing van het andere.

Dus moet men eerst en vooral een duidelijk onderscheid maken, dat al te dikwijls onopgemerkt blijft en leidt tot jammerlijke dwalingen.

Naast het individu, bevoegd om rechten te bezitten, stellen de bestaande wetten, onder verschillende vormen, vereenigingen van personen in, die op hare beurt bevoegd zijn om rechten te bezitten en die gemeenschappelijke belangen hebben.

Staat, provincie en gemeente ter zijde gelaten, hebben we vooreerst de burgerlijke maatschappijen.

Deze zijn maar geldig wanneer zij winst betrachten.

Is dit niet het geval, dan zijn het enkel vereenigingen, waaraan feitelijk elke wettelijke regeling ontbreekt.

Als zoodanig kunnen zij geene rechten verwerven noch uitoefenen; gansch hare regeling, ofschoon zij met de Grondwet overeenstemt, hangt af van den wil der vennoten; als zoodanig kunnen ze niet wettelijk eigenaars

zijn van het onroerend goed, gewijd aan het doel der vereeniging; zij zijn zelfs niet bevoegd om rechtsvervolgingen in te stellen tot kwijting van de bijdragen tot welker betaling hare leden zich verbonden.

Naast de burgerlijke maatschappijen en de feitelijke vereenigingen treft men aan de verschillende vennootschappen van koophandel, die rechtspersonen zijn en welker bestaan door de wet wordt erkend.

Als zoodanig zijn zij bevoegd om patrimoniale rechten te verwerven en uit te oefenen onder de voorwaarden, bij de wet bepaald.

Van dien aard zijn de vennootschappen van koophandel, die insgelijks winst moeten beoogen.

Er valt op te merken, dat zoomin feitelijke vereenigingen als burgerlijke maatschappijen of vennootschappen van koophandel bevoegd zijn om giften of legaten aan te nemen.

De bevoegdheid tot het aanvaarden van giften en legaten kenmerkt hoofdzakelijk wel niet juist de vereenigingen van personen, maar de inrichtingen die een doel van algemeen belang beoogen.

Aan instellingen van dien aard, aan die eigenlijke rechtspersonen en aan haar alleen is bevoegdheid toegekend om giften en legaten aan te nemen uit hoofde van haar doel van algemeen belang.

Dit doel alleen rechtvaardigt de uitzonderlijke bevoegdheid, haar bij de wet toegekend.

Van dien aard zijn de godshuizen, de weldadigheidsbureelen, de kerkfabrieken, de seminariën, alsmede sommige ziekenverplegende kloosterorden.

Door onlangs ingevoerde wetten werd binnen zekere grenzen de rechtspersoonlijkheid toegekend aan instellingen waarvan het maatschappelijk nut bij die wetten werd erkend.

Zoo verleent artikel 12 der wet van 31 Maart 1898 op de beroepsvereenigingen aan deze het recht om giften onder levenden of bij testament te aanvaarden onder de in gemeld artikel bepaalde voorwaarden.

Artikel 14 der wet van 23 Juni 1894 op de maatschappijen van onderlingen bijstand bevat eene gelijkaardige bepaling.

Hierop vestig ik de aandacht van liefdadige personen, die ze meestal niet kennen.

Artikel 2 der wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen machtigt de beschermingscomiteiten tot het schenken van prijzen voor orde, zindelijkheid en spaarzaamheid, en machtigt ze om te dien einde giften en legaten van roerende goederen aan te nemen.

Terloops gezegd, is het erg te betreuren dat de wet hun deze bevoegdheid slechts binnen zoo beperkte grenzen toekende, ze niet in staat stelde giften en legaten aan te nemen voor het bouwen van werkmanswoningen, die in den volsten zin een doel van algemeen nut beoogen.

Volgens onze wetten is de bevoegdheid tot het aannemen van giften en legaten enkel voorbehouden aan de instellingen van algemeen nut, bedoeld bij artikel 940 van het Burgerlijk Wetboek. De haar gedane giften en legaten zijn, volgens gemeld artikel, onderworpen aan de machtiging der Regeering.

Deze machtiging is noodig om te voorkomen dat rechtspersonen, ten gevolge van giften en legaten, eigendommen zouden verwerven, die hunne werkelijke behoeften overschrijden.

Buiten deze bevoegdheid om giften en legaten te ontvangen, die voortvloeit uit zijn karakter van algemeen nut, levert de rechtspersoon nog andere hoofdzakelijke kenmerken op, die dienen in 't licht gesteld te worden.

Thans heeft de wet alleen het recht hem in te stellen; daaruit volgt dat vreemde rechtspersonen in België geen hoegenaamd bestaan, geene hoegenaamde burgerlijke bevoegdheid hebben.

Zóó was vroeger de thans afgeschafte Kroonstichting.

In België had zij zoomin wettelijk bestaan als eene kerkelijke vereeniging waaraan de Souverein van den Congostaat de rechtspersoonlijkheid aldaar zou hebben verleend.

Rechtsleer en rechtspraak zijn evenwel in België geneigd de bevoegdheid te erkennen van vreemde rechtspersonen die, in de landen waar zij tot stand kwamen, een werkkring en bevoegdheden hebben in den aard van die der in België erkende rechtspersonen.

Uit hoofde van zijn algemeen nut, is de rechtspersoon altyddurend, wel te verstaan zoolang de wet zijn algemeen nut erkent.

Zoo hij verdwijnt omdat zijn algemeen nut niet meer bestaat, dan hebben zijne goederen geen eigenaar meer en gaan zij bijgevolg over op den Staat.

Vermits de rechtspersoon niet sterft, volgt noodzakelijk daaruit dat zijne goederen geen overgangsrechten bij overlijden moeten betalen.

Zij vervallen wettelijk aan eene doode hand.

Over 't algemeen ook ontsnappen ze aan de overgangsrechten onder levenden.

De godshuizen, de weldadigheidsbureelen in 't algemeen, vervreemden hunne goederen niet, tenzij in uitzonderlijke omstandigheden, bijvoorbeeld ingeval de waarde ervan vermeerderd.

In elk geval vervreemden de rechtspersonen dat deel hunner goederen niet, dat noodig is tot het volvoeren van hun maatschappelijk doel.

Kortom, tegenover den fiscus verkeert de rechtspersoon in een bevoorrechten toestand.

Daar de rechtspersoon van openbaar nut is, volgt daaruit dat hij moet beheerd en bestuurd worden door bijzondere lasthebbers, benoemd overeenkomstig de wet die de instelling beheerscht, en handelende met een volstrekt onbaatzuchtig doel.

De rechtspersoon moet ook noodzakelijk onderworpen zijn aan onontbeerlijke waarborgen van openbaarheid en van toezicht met het oog op het degelijk beheer zijner goederen en het aanwenden zijner inkomsten tot het doel, door de vereeniging beoogd.

Deze allereerste rechtsbegrippen, welke het onontbeerlijk is in herinnering te brengen, verklaren en rechtvaardigen het hoofdzakelijk en grondig verschil tusschen de twee deelen van het wetsvoorstel.

Hoofdstuk I en Hoofdstuk II zijn onafhankelijk van Hoofdstuk III, waarbij alleen wordt bedoeld het vraagstuk der wetgeving op de eigenlijke rechtspersonen en de mogelijke uitbreiding van hun werkring.

Hoofdstuk I heeft niet ten doel, aan de daarin bedoelde vereenigingen het recht toe te kennen om giften en legaten aan te nemen en ze als rechtspersonen aan te stellen.

Het bepaalt zich erbij, haar bestaan, hare burgerrechtelijke bevoegdheid binnen de daarin bepaalde grenzen, alsmede hare geregelde werking te erkennen.

Zonderling genoeg: bij artikel 20, verkondigt de Grondwet dat de Belgen het recht hebben zich te vereenigen en dat dit recht niet mag onderworpen worden aan om 't even welken preventieven maatregel. En sedert 1830, niettegenstaande de menigvuldige vereenigingen met de meest verschillende doeleinden, die in België tot stand zijn gekomen, werd haar door geen enkele wet een wettelijk bestaan toegekend, noch toegelaten zich op normale wijze in te richten om haar doel te bereiken; omdat haar doel niet bestaat in het behalen van winsten, blijven zij in massa verstoken van de bescherming der wet, en onmachtig om een rechtsvorm te vinden die hare maatschappelijke bedrijvigheid zou beheerschen!

In Frankrijk werd integendeel het recht van vereeniging door het Strafwetboek van 1810 en door eene reeks latere werken op zoo even eene beperkende als reactionnaire wijze geregeld.

De wet van 2 Juli 1901, die men te danken heeft aan het gedenkwaardig initiatief van den heer Waldeck-Rousseau, schafte de eeuwenoude regeling af, die Frankrijk had beheerscht te rekenen van het invoeren van het Strafwetboek van 1810 en door de latere regeeringen werd gehandhaafd, ja zelfs verergerd.

Titel I van dezelfde wet regelde de vereenigingen waarvan het doel niet bestaat in het behalen van winsten.

Zij verwezenlijkte aldus een ontzaglijken vooruitgang waarvan België het voorbeeld had moeten geven en waarop de wetgever zonder verwijl zijne aandacht dient te vestigen.

Hoofdstuk I en Hoofdstuk II van het wetsvoorstel huldigen eigenlijk enkel de regelen, die thans in Frankrijk de vereenigingen zonder winstbejag beheerschen, en ik stel er prijs op te zeggen dat ik eigenlijk titel I der wet Waldeck-Rousseau heb overgenomen mits eenige lichte wijzigingen.

HOOFDSTUKKEN I EN II.

Hoofdstuk I, dat geheel en al steunt op het beginsel der vrijheid van vereeniging, door de Grondwet uitgeroepen, bepaalt zich eigenlijk bij het regelen daarvan door eenige eenvoudige en practische schikkingen.

Door onze huidige wetten wordt, voor het bestaan eener vennootschap en voor de bescherming haar door de wet toegekend, als hoofdzakelijke

voorwaarde gesteld dat zij eene persoonlijke winst ten bate van iederen vennoot moet beoogen; zulks is zoo waar dat de vennootschap nietig is, indien een der vennoten is verstoken van elke deelneming in de winsten.

Wij beleven echter een tijd waarop steeds meer maatschappelijke solidariteit en gevoelens van broederlijkheid heerschen; men kan niet genoeg loven de talrijke pogingen die op elk gebied worden aangewend met een onbaatzuchtig doel, alleen met het oog op eene gemeenschappelijke werking in een maatschappelijk belang.

Is het derhalve niet volstrekt noodig, het rechtsbestaan te erkennen van vereenigingen die het in artikel 1 aangewezen doel beoogen?

Het is onnoodig de regelen, die bedoelde vereenigingen zullen beheerschen, omstandig te bepalen.

Opgericht in overeenstemming met het gemeene recht, zullen zij de grondregelen, die haar moeten beheerschen, zelf bepalen krachtens het beginsel der vrijheid van overeenkomst, doch mits de beperking — welke insgelijks op het gemeene recht steunt — dat haar doel niet strijdig zijn zal noch met de openbare orde, noch met de wetten, noch met de goede zeden.

Dat is het doel van artikel 1. Het bleek echter noodig, sommige hoofdzakelijke regelen te bepalen, die meest alle zich laten rechtvaardigen en ten doel hebben hunne geregelde werking te verzekeren.

Overigens, er dient te worden opgemerkt dat meest al die regelen zelf ontleend zijn aan de wetten welke thans de vennootschappen van koop-handel beheerschen.

Het eigen belang der vennootschappen eischt dat het publiek ze kenne; daarop steunt de noodzakelijkheid van de oprichtingsakte en van dezer bekendmaking.

Volgens het voorstel moet er een authentieke akte zijn, die in het *Staatsblad* wordt opgenomen; ik erken echter dat men zich zou kunnen verge-noegen met eene onderhandsche akte en dat de opneming in het *Staatsblad* zou kunnen vervangen worden door het neerleggen der akte ter griffie van de burgerlijke rechtbank of van de handelsrechtbank; deze zouden verplicht zijn daarvan inzage te laten nemen door het publiek en daarvan afschrift af te leveren aan hen die het vragen.

In artikel 2 komt eene bepaling voor, noodig opdat de vereeniging nieuwe leden zou kunnen werven. Dit recht, dat de standregelen moeten bekrachten, steunt eveneens op het klaarblijkelijk belang van de vereeniging.

Artikel 3 eischt dat de balans worde bekendgemaakt in de bijzondere verzameling der akten van vennootschap.

Artikel 4 beperkt den duur der vereenigingen op dertig jaar, behoudens verlenging na verloop van dien tijd.

Dat is eveneens de herhaling van het gemeene recht in zake van vennootschappen van koop-handel.

Bedoeld artikel 4 bepaalt evenwel dat, na verloop van dien termijn van dertig jaar, de vereeniging eene belasting van 6 t. h. op haar zuiver vermogen aan de Schatkist zal moeten betalen.

Over het bedrag der belasting kan men het misschien niet eens zijn, doch het beginsel daarvan schijnt mij billijk.

Immers, gedurende het bestaan van de vennootschap ontsnapt haar vermogen aan de erfenisrechten en over 't algemeen zal het insgelijks vrij van de overgangsrechten zijn.

De voorgestelde belasting geldt dus als vergoeding van die rechten.

Voor het geval van overlijden, interdictie, failliet of kennelijk onvermogen van een der aandeelhebbers, bepaalt artikel 5 regelen die nagenoeg algemeen zijn geworden bij de vennootschappen van koophandel; evenwel laat het toe aan de erfgenamen-vertegenwoordigers van den overledenen vennoot, zich uit de vereeniging terug te trekken en door de maatschappij het deel van den afgestorvene te doen uitkeeren op eene wijze die haar in staat stelt zulks gemakkelijk te doen.

En artikel 6 huldigt ook het recht van iederen deelhebber om zich uit de maatschappij terug te trekken op de daardoor bepaalde wijze.

Volgens het wetsvoorstel, bestaat de vereeniging gedurende den tijd bepaald voor haren duur, doch de deelhebbers zijn en blijven niet altijd dezelfde. Nieuwe deelhebbers kunnen er lid van worden, terwijl vroegere deelhebbers zich kunnen terugtrekken.

Artikel 7 heeft ten doel te beletten dat in de akte van vennootschap worden opgenomen bepalingen, waardoor de maatschappij zich zou verrijken ten nadeele van derden en van de erfgenamen.

Er bestaat geen reden hoegenaamd om deze laatsten te berooven van het deel van den overledenen deelhebber, noch om de vennootschap toe te laten een soort van loterij in te richten ten einde het aandeel van de vooroverlijdende aandeelhebbers te doen toekennen aan de overlevende vennoten. Deze verbodsbepaling steunt overigens op de beperking, in zake van burgerlijke maatschappijen, gehuldigd door artikel 1837, § 2, van het Burgerlijk Wetboek.

Het beginsel van artikel 8 is ontleend aan de wet op de vakvereenigingen; deze, bij haar artikel 13, belast hare onroerende goederen met eene jaarlijksche taxe van 4 t. h. op het kadastraal inkomen; deze taxe vertegenwoordigt de overgangsrechten.

Ik erken dat het verkieslijk zou zijn, het beginsel van deze belasting te handhaven en tevens als grondslag van de belasting te nemen het stelsel van de wet op de vakvereenigingen; ik voeg erbij dat het zeer wenschelijk zou zijn, zooals het in Frankrijk geschiedt, aan dezelfde belasting te onderwerpen al de onroerende goederen die over 't algemeen aan overgangsrechten ontsnappen.

Daar de vennootschappen, waarvan sprake is in het wetsontwerp, het burgerrechtelijk bestaan genieten, zijn zij bevoegd om verbintenissen aan te gaan binnen de grenzen van het wetsontwerp; zij kunnen zich dus tegenover derden verbinden, en het was noodig te zeggen welke dezer waarborg was; de waarborg bestaat uitsluitend uit het vermogen van de vennootschap, welke, wat betreft de burgerrechtelijke aansprakelijkheid, gelijkstaat met de naamlooze vennootschap.

De naleving der wet moest bekrachtigd worden; daarover handelt het tweede hoofdstuk, dat aan de rechterlijke macht het recht geeft de ontbinding uit te spreken van de vereeniging, indien deze de hoofdzakelijke voorschriften der wet niet naleeft.

Deze korte beschouwingen leggen het eerste en het tweede hoofdstuk van het wetsontwerp uit, en de tekst beantwoordt aan eene zoo klaarblijkende behoefte, dat hij waarlijk, mits geringe wijzigingen, eerlang zou mogen plaats vinden in de positieve wetgeving.

HOOFDSTUK III.

Dit hoofdstuk handelt over de *eigenlijke rechtspersonen*, dit wil zeggen de vereenigingen die opgericht worden overeenkomstig hoofdstuk I en wegens haar algemeen nut het recht zullen hebben om giften of legaten te aanvaarden.

Ik acht het nutteloos hier thans uit te weiden over de belangrijke theorieën tot welke de kwestie van de rechtspersoonlijkheid aanleiding gaf.

Is zij eene fictie van de wet? Is zij integendeel eene werkelijkheid die bestond vóór de wet en waarvan de wet enkel het bestaan erkent?

Eéne zaak is in elk geval zeker: het is onmogelijk staande te houden dat, alleen door de kracht van hun wil, personen die een gemeenschappelijk doel beoogen gemachtigd zijn om, ten bate van dit verpersoonlijkt gemeenschappelijk doel, daaraan de bevoegdheid te verzekeren giften of legaten te aanvaarden.

Deze bekwaamheid, zelfs als het personen geldt, is voornamelijk het werk van de geschreven wet, en zoo voert deze op dit stuk eene reeks gevallen van onbevoegdheid in, die het onnoodig is hier op te sommen.

Wat geldt voor de bevoegdheid om giften en legaten aan te nemen, geldt ook voor de bevoegdheid om testamenten te maken en schenkingen te doen.

Zij hangt uitsluitend af van het geschreven recht.

Dus, hoezeer ook de theoretische gevallen uiteenloopen, de wet moet tusschenbeide komen om aan eene vereeniging het uitzonderlijk recht te verleenen schenkingen en legaten te aanvaarden, en dit recht kan theoretisch slechts gebillijkt worden wanneer de vereeniging een algemeen belang ten doel heeft.

In dit geval alleen zal zij kunnen en moeten erkend worden als rechtspersoon, en zich noodzakelijk onderwerpen aan bijzondere vereischen, geveerd door het algemeen belang en gewettigd door de gunst die de wet haar toekent.

De ware quaestie, practisch gesproken, is deze: wordt het begrip van algemeen nut, zooals het thans door de wetgeving verstaan wordt, wel juist verstaan? Is het in de huidige wetten ruim genoeg?

Ik aarzel niet ontkennend te antwoorden; onze tijd heeft eene reeks uitmuntende werken tot stand zien komen, ingegeven, ik herhaal het, door

het beginsel van maatschappelijke solidariteit en waarvan het algemeen nut onbetwistbaar is.

Als voorbeeld zal ik aanhalen al de werken, tot wier bevordering kunnen samengaan, zonder onderscheid van godsdienst of geloofsbelijdenis, al dezen die zich willen wijden aan het lenigen der maatschappelijke ellende, als daar zijn : al de instellingen die ten doel hebben de bescherming der kinderen en der vrijgelaten gevangenen, de bestrijding van het alcoholisme, van de tuberculose, de arbeidsbeurzen, de nog niet geheel ontwikkelde inrichtingen tegen werkloosheid.

Daarbij dienen gevoegd te worden, uit een ander oogpunt, de genootschappen die uitsluitend ten doel hebben het beoefenen der letteren, kunsten en wetenschappen.

Deze zijn talrijk in België en zijn als het ware de ontplooiing vol vruchtbaarheid en werkkraft van ons verstandelijk leven. Hier volgen er enkele, om ze niet alleen te noemen : de Maatschappij van Oudheidkunde, de beide Maatschappijen van Aardkunde, de Maatschappij van Menschenkunde, de Maatschappij van Sterrenkunde, de Maatschappij van Microscopie ; de meeste dezer bezitten een vermogen evenredig met haar doel, verzamelingen, boekerijen en meubelen.

Van dit standpunt uit schijnt het ook logisch dat de Orde der Advocaten bij de drie hoven van beroep de rechtspersoonlijkheid zou genieten ; dit zou haar den eigendom verzekeren van de boekerijen en kunstwerken welke zij soms bezitten, en het zou haar machtigen giften en legaten te aanvaarden ten bate van ongelukkige ambtgenooten of dezer onvermogene bloedverwanten.

De vereenigingen, met dit doel opgericht en die voorzeker uitmuntend zijn, hebben thans een zeer wankel bestaan, en het is waarlijk droevig rechtbanken te zien die, uit hoofde van de onvolmaaktheid der wet, de schenkingen, welke haar gedaan werden, ongeldig verklaarden.

Thans kan enkel eene wet de eigenlijke rechtspersoonlijkheid verleenen ; doch de parlementaire ervaring leert mij genoeg dat de eenvoudigste wetsontwerpen en de meest noodige al te dikwijls lang in den vergeethoek der Kamer blijven liggen.

De groote nieuwigheid, door het wetsontwerp voorgesteld, bestaat hierin, dat voortaan de uitvoerende macht bij koninklijk besluit de rechtspersoonlijkheid zal kunnen verleenen aan eene vereeniging die van algemeen nut verklaard wordt.

Het scheen mij toe dat een koninklijk besluit zelfs nutteloos was voor zekere maatschappijen wier algemeen nut onbetwistbaar is, en die ik opsomde. Daarom ontslaat de door mij voorgestelde tekst haar van de koninklijke machtiging en verleent haar van rechtswege de rechtspersoonlijkheid binnen de grenzen en de vereischten van het wetsontwerp.

Doch, zoo ik erken dat het noodig is, het begrip van algemeen nut uit te breiden, en zoo ik voorstel een koninklijk besluit te machtigen in deze zaken de rol van wet te spelen, is het onmisbaar in de wet te bepalen de

hoofdvereischen die het koninklijk besluit voor het verleenen der rechtspersoonlijkheid zal vergen.

Deze hoofdvereischen, opgesomd in het wetsontwerp, zijn overigens ontleend aan de vroegere wetten die de bestaande rechtspersonen beheerschen; deze regelen werden ingevoerd, juist met het oog op het algemeen nut van die rechtspersonen; ik heb daarenboven zekere leemten aangevuld, waar ik het noodig achtte, en dit met het oog op de jongste wetten die binnen zekere mate de rechtspersoonlijkheid verleenen.

Artikel 940 van het Wetboek maakt de aanvaarding van eene gift of van een legaat door een burgerlijken rechtspersoon afhankelijk van de machtiging der Regeering.

Er is geen reden om af te wijken van deze bepalingen, wat betreft de toekomstige rechtspersonen.

De Regeering moet er op letten dat zij geene middelen bezitten, die hunne werkelijke behoeften te boven gaan, en ook dat de giften aan rechtspersonen het belang van behoeftige bloedverwanten van den schenker of erflater niet schaden.

Het is noodig dat de rechtspersonen eigenaar kunnen zijn van de onmisbare onroerende goederen tot het bereiken van hun maatschappelijk doel, doch de eigendom van andere onroerende goederen moet hun ontzegd worden; deze eigendom kan enkel hun beheer en hun bestuur verwickelen en eene nuttelooze doode hand uitmaken.

Staatsrenten op naam zullen den prijs van de onroerende goederen vervangen en aldus aan de rechtspersonen nuttelooze kosten van beheer sparen.

Daar de rechtspersoon een doel van algemeen nut beoogt, is het onmisbaar dat de wet de noodige maatregelen neemt opdat het doel van algemeen nut bereikt worde.

Daaruit vloeit de noodzakelijkheid van eene regelmatige openbare boekhouding, zooals de wet ze regelt; daaruit vloeit ook de noodzakelijkheid van een toezicht op beheer en bestuur van den rechtspersoon, en het recht voor de uitvoerende macht dit beheer te regelen derwijze dat het doel van den rechtspersoon feitelijk bereikt wordt.

Het bestuur der godshuizen, der bureelen van weldadigheid, der kerkfabrieken die thans de rechtspersoonlijkheid bezitten, wordt nauwkeurig door bijzondere wetten geregeld; niemand betwistte daarvan ooit het nut en de noodzakelijkheid.

Het was dus noodig, bij de overdracht aan de uitvoerende macht van het recht dat thans aan de wetgevende macht behoort, in de wet te schrijven de wettelijke voorwaarden die de rechten van de uitvoerende macht zullen beperken en de nieuwe rechtspersonen zullen onderwerpen aan de maatregelen van openbaarheid, van toezicht en van bewaking die de thans bestaande rechtspersonen beheerschen.

Artikel 15 geeft aan de uitvoerende macht het recht om de rechtspersonen te ontzetten van de voordeelen der giften of legaten die hun gedaan werden

indien deze rechtspersonen de wet niet naleven, die hun eene bevoegdheid schonk waarvan zij misbruik maken; het schenkt deze goederen aan de Kas voor arbeidsongevallen.

Men zou elke andere liefdadige bestemming kunnen aannemen, mits zij zooveel mogelijk in overeenstemming blijft met de inzichten der schenkers en stichters.

Zoo wij de Kas voor arbeidsongevallen aanwezen, dan is het omdat deze, ondanks de zoo ontoereikende ongevallenwet, nog steeds van groot algemeen nut is, daar zij hulp verleent aan de slachtoffers van den arbeid door onmiddellijke tegemoetkoming, en omdat zij, mijns inziens, voor hoofdzending zou moeten hebben pensioenen te verleen aan de talrijke werklieden die het slachtoffer zijn van de thans ingetrokken bepalingen uit het Burgerlijk Wetboek, alle medelijden waard zijn doordien zij er niet in slaagden eene vergoeding te bekomen, en gedoemd zijn tot ellende en tot den bedelstaf.

Artikel 16 sluit natuurlijk buiten elke deelneming aan giften en legaten de deelnemers die hun ontslag namen, die overleden zijn, die in failliet of kennelijk onvermogen verklaard werden.

Deze bepaling laat zich rechtvaardigen; de ware begiftigde of legataris, dat is het gemeene doel; wordt het onbereikbaar, dan kunnen de deelhebbers *ut singuli* op de gelegateerde of geschonken goederen geen aanspraak maken.

Er moest ook worden voorzien wat gebeuren zou ingeval van ontbinding der vereeniging. Ook dan mogen de gelegateerde of geschonken goederen niet onder de deelhebbers worden verdeeld; zij worden door het wetsontwerp aan de Kas voor arbeidsongevallen toegekend.

Het is noodig, het doel van openbaar nut toe te kennen ook aan sommige vereenigingen die, alhoewel zij dit nut wezenlijk beoogen, toch het recht niet hebben giften of legaten te aanvaarden; deze noodzakelijkheid spruit voort uit de evolutie die zich onder het volk voordoet, wat betreft de uitgebreidheid der maatschappelijke plichten.

Juist die evolutie heeft talrijke uitnemende werken in het leven geroepen; daaronder zijn er vele te danken aan den edelmoedigen ondernemingsgeest van den heer Jules Lejeune, gewezen Minister van Justitie.

In die zaak, zooals in vele andere, moet de evolutie der ideeën noodzakelijk de evolutie van het recht meebrengen.

Dit gevoelen gaf aanleiding tot hoofdstuk III van het wetsvoorstel.

De zaak is, in zekere opzichten, reeds aanhangig bij de Kamer; de heer Tibbaut diende een wetsontwerp in, onderteekend door hem zelf, en door de heeren Bertrand, Desmazières, Van Cauwenbergh, Carton de Wiart en Buisset, dus door Kamerleden die de drie partijen in het Parlement vertegenwoordigen.

Dit wetsvoorstel beoogt de *internationale* vereenigingen met wetenschappelijk doel, en het verleent haar de rechtspersoonlijkheid.

Het beginsel, door mij aangehaald, werd door de onderteekenaars van dit voorstel erkend.

Rechtspersoonlijkheid kan, in België, slechts krachtens eene wet verleend worden; *a fortiori* is er eene wet noodig om datzelfde voorrecht in België te vergunnen aan eene vreemde vereeniging, indien deze niet een openbaar belang beoogt, zooals dit, welk in België sommige rechtspersonen in 't leven riep.

Het wetsvoorstel mijner achtbare medeleden vestigt op dat gebied de regelen van openbaarheid en toezicht, door mij aangehaald, doch het bedoelt enkel de internationale vereeniging met een maatschappelijk doel.

Verre van mij, te betwisten dat dit wetsvoorstel verdiensten heeft en dat het komt te gepaster ure. Maar ik meen dat het meer omvattend zou moeten zijn en dat er, benevens die internationale vereenigingen met een wetenschappelijk doel, nationale vereenigingen bestaan, welke hoogst belangrijk zijn en waaraan, mits zekere voorwaarden, het voorrecht van de rechtspersoonlijkheid zou moeten worden verleend.

Aan elk geslacht zijne zending.

Onze onsterfelijke Grondwetgevers kondigden de beginselen af, uitgeroepen in de verklaring der Rechten van den mensch, — beginselen die sedert, in verschillende mate, in het Europeesch openbaar recht werden opgenomen.

De taak der huidige samenleving is tweeledig : zij moet die beginselen doen eerbiedigen en ongeschonden bewaren ; maar zij moet nog meer en beter doen : zij moet er zich op toeleggen de teksten, die deze beginselen vestigen, breedvoerig uit te leggen en al de gevolgen daarvan te ontwikkelen ⁽¹⁾.

PAUL JANSON.

(1) Men leze, aangaande het vraagstuk, een boek onlangs door het Instituut Solvay uitgegeven onder den titel : *La personification civile des associations*, door de heeren ROBERT MARC, M. WAUTHIER en PAUL ERBERA, met inleiding van den heer ADOLPHE PRINS.

**Proposition de loi organisant le droit
d'association.**

**Wetsvoorstel regelende het recht
van vereeniging.**

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Toute association de sept personnes au moins, constituée en Belgique et poursuivant un but commun qui n'est contraire ni à l'ordre public, ni aux lois, ni aux bonnes mœurs, constitue un être juridique dont la loi reconnaît l'existence.

L'association régie par la présente loi existe, alors même que les associés ne poursuivent pas un bénéfice commun à partager entre eux.

Elle est régie par la libre convention des parties, moyennant toutefois l'observation des règles déterminées ci-après.

ART. 2.

Les statuts seront passés par acte authentique et publiés au recueil des actes de société du *Moniteur belge*.

Ils indiqueront la dénomination de la société, son siège social, le but poursuivi par elle, les conditions de l'association, le mode d'administration et de gestion, l'emploi de ses ressources, la manière dont elle sera représentée en justice, les apports des associés.

Ceux-ci peuvent consister en meubles, espèces, ou en immeubles nécessaires à l'accomplissement du but social ou en une coopération matérielle ou intellectuelle au but social.

HOOFDSTUK 1.

EERSTE ARTIKEL.

Elke vereeniging bestaande uit ten minste zeven personen, in België opgericht en een gemeenschappelijk doel hebbende dat niet strijdig is met de openbare orde, de wetten of de goede zeden, maakt een rechtspersoon uit waarvan de wet het bestaan erkent.

De vereeniging, door deze wet beheerscht, bestaat zelfs wanneer de leden niet eene gemeenschappelijke, onder hen te verdeelen winst beoogen.

Zij wordt beheerscht door de vrije overeenkomst van de deelhebbers, mits de hierna aangeduide regelen worden nageleefd.

ART. 2.

De statuten worden bij authentieke akte opgesteld en in de verzameling der akten van vennootschappen van het *Belgische Staatsblad* opgenomen.

Zij vermelden den naam van de vereeniging, den maatschappelijken zetel, het beoogde doel, de voorwaarden der vereeniging, de wijze waarop zij bestuurd en beheerd wordt, het aanwenden van de inkomsten, de wijze waarop zij in rechten vertegenwoordigd zal zijn, de inbrengsten van de deelhebbers.

Deze kunnen bestaan in meubelen, speciën of onroerende goederen noodig tot het verwezenlijken van het maatschappelijk doel of in eene stoffelijke of intellectueele medewerking.

Les statuts stipuleront en outre les conditions auxquelles de nouveaux associés pourront être admis dans la société.

ART. 3.

Il y aura par an une assemblée au moins des associés. Elle se tiendra au siège social, au jour et à l'heure fixés par les statuts.

Le bilan annuel et le compte des recettes et dépenses seront présentés à l'assemblée générale; le bilan sera publié au recueil spécial des actes de société.

Il sera tenu au siège social un livre spécial contenant les nom, prénoms, profession et domicile des associés. Ce livre sera coté et paraphé par le gouverneur de la province ou le fonctionnaire qu'il désignera à cette fin.

ART. 4.

La durée des sociétés constituées conformément à la présente loi ne pourra excéder trente années; néanmoins, la société, à l'expiration du délai ci-dessus, pourra être prorogée pour un nouveau terme de trente années; en ce cas, il sera dû au Trésor un impôt de 6 % sur l'avoir net de la société.

ART. 5.

Les associations constituées conformément à la loi ne seront pas dissoutes par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

De statuten bepalen ook de voorwaarden waaronder nieuwe deelhebbers in de vereeniging kunnen opgenomen worden.

ART. 3.

Ten minste eenmaal in 't jaar moeten de deelhebbers vergaderen. Deze vergadering zal, op den dag en het uur bepaald door de statuten, ten maatschappelijken zetel plaats hebben.

De jaarlijksche balans en de rekening van ontvangsten en uitgaven worden de algemeene vergadering voorgelegd; de balans wordt bekendgemaakt in de bijzondere verzameling der akten van vennootschap.

De namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats der deelnemers worden ingeschreven in een afzonderlijk boek, ten maatschappelijken zetel gehouden. Dit boek wordt door den gouverneur van de provincie of door den ambtenaar, te dien einde door hem aangewezen, genummerd en geteekend.

ART. 4.

De duur van de vereenigingen, onder deze wet tot stand gekomen, mag dertig jaren niet te boven gaan; nochtans kan, na verloop van den hierboven bepaalden tijd, de vereeniging voor een nieuwen termijn van dertig jaren verlengd worden; in dit geval is aan de Schatkist eene belasting van 6 t. h. op het zuivere vermogen van de vereeniging verschuldigd.

ART. 5.

De vereenigingen, volgens de wet tot stand gebracht, worden niet onthouden door het overlijden, de interdictie, het failliet of het kennelijk onvermogen van een der deelhebbers.

Les héritiers ou représentants de l'associé décédé, interdit, en faillite ou en déconfiture ne pourront pas faire apposer les scellés sur l'avoir social, ni en requérir l'inventaire; ils devront choisir un mandataire pour les représenter ou devront se contenter du remboursement de la part de leur auteur suivant les règles indiquées ci-après à l'article 6.

ART. 6.

Chaque associé pourra, nonobstant toute clause ou stipulation contraire, se retirer de la société, chaque année, dans les six premiers mois de l'année sociale.

En ce cas, il pourra réclamer sa part de l'avoir social, déduction faite du passif sur pied du dernier bilan.

La société aura un délai de deux ans pour rembourser cette part. Si elle use de ce délai, elle devra bonifier à l'associé démissionnaire un intérêt de 3 1/2 %.

ART. 7.

Sont nulles et réputées de droit non écrites, les clauses qui attribueraient directement ou indirectement, soit à la société, soit à un ou plusieurs associés, la part d'un associé décédé, interdit, en faillite ou en déconfiture.

Aan de erfgenamen of vertegenwoordigers van den overledenen, geïnterdiceerden, gefailleerden of kennelijk onvermögenden deelhebber hoort het recht niet toe het maatschappelijk bezit onder zegel te doen plaatsen of daarvan een inventaris te vorderen; zij moeten een lasthebber aanstellen om ze te vertegenwoordigen of dienen zich te vergenoegen met de terugbetaling van het deel van hem in wiens rechten zij treden, volgens de regelen bepaald in artikel 6.

ART. 6.

Elk deelhebber mag, niettegenstaande alle strijdig beding of bepaling, zich ieder jaar uit de vereeniging terugtrekken, binnen de eerste zes maanden van het maatschappelijk jaar.

In dit geval kan hij zijn deel van het maatschappelijk vermogen vergen, min het passief blijkende uit de laatste balans.

Aan de vereeniging wordt een tijd van twee jaren toegestaan om dit deel terug te betalen. Indien zij van dezen termijn gebruik maakt, betaalt zij den ontslagnemenden deelhebber 3 1/2 t. h. interest.

ART. 7.

Zijn nietig en worden van rechtswege als niet geschreven beschouwd alle bedingen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, hetzij aan de vereeniging, hetzij aan één, hetzij aan meer van de deelhebbers het deel zouden toekennen van een gestorven, geïnterdiceerden, gefailleerden of kennelijk onvermögenden deelgenoot.

ART. 8.

Les immeubles possédés par la société conformément à la présente loi sont passibles d'une taxe foncière annuelle d'un quart pour cent de leur valeur calculée suivant les règles admises pour les droits de succession en ligne directe, et ce indépendamment de la contribution foncière et personnelle, s'il y a lieu.

ART. 9.

Les biens meubles et immeubles des sociétés constituées conformément à la présente loi constituent la seule garantie de leurs créanciers, à moins de stipulations contraires et dans les limites de celles-ci.

CHAPITRE II.

ART. 10.

Les sociétés constituées conformément à la présente loi et qui n'en observent pas les prescriptions pourront être dissoutes à la requête d'un des associés ou à la requête du ministère public, par jugement du tribunal de première instance du siège social.

Ce jugement sera susceptible d'appel. Néanmoins, la dissolution pourra ne pas être prononcée si, dans un délai de six mois au maximum, la société offre de se conformer et se conforme aux prescriptions de la présente loi.

ART. 8.

De onroerende goederen welke, overeenkomstig deze wet, in het bezit zijn van de vereeniging, moeten eene jaarlijksche grondbelasting betalen, berekend naar een vierde ten honderd van hunne waarde en volgens de regelen aangenomen voor de rechten van successie in de rechte lijn, ongeminderd de grondbelasting en de personeele belasting, zoo daartoe aanleiding bestaat.

ART. 9.

De roerende en onroerende goederen van de vereenigingen, volgens deze wet tot stand gekomen, maken de eenige waarborg van hunne schuldeischers uit, tenzij het tegenovergestelde is bepaald en binnen de grenzen van deze bepalingen.

HOOFDSTUK II.

ART. 10.

De vereenigingen, overeenkomstig deze wet tot stand gekomen, die de voorschriften ervan niet naleven, kunnen, op aanvraag van een der medeleden of op eisch van het openbaar ministerie, worden ontbonden krachtens een vonnis der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de vereenigingen haren zetel hebben.

Dit vonnis is vatbaar voor hooger beroep. Nochtans mag de ontbinding niet worden uitgesproken indien, binnen den termijn van ten hoogste zes maanden, de vereeniging zich bereid verklaart de voorschriften van deze wet na te leven en dit ook doet.

CHAPITRE III.

ART. 11.

Les sociétés constituées conformément à la présente loi qui poursuivent un but d'intérêt public ou social pourront, par arrêté royal motivé, être investies du droit de recevoir des donations ou des legs, moyennant autorisation du Gouvernement.

Le bénéfice de cette disposition est dès à présent acquis par l'effet de la présente loi aux associations qui se constitueront conformément aux règles établies par le chapitre I, et qui poursuivent exclusivement la protection de l'enfance, un but d'hygiène, le progrès des lettres, des sciences et des arts.

L'autorisation d'accepter le don ou le legs sera, s'il s'agit d'immeubles, subordonnée à la condition que les immeubles seront réalisés dans l'année de l'acceptation et que le prix de vente sera converti en rentes nominatives sur l'État.

Exception pourra être faite néanmoins à cette règle, lorsqu'il s'agira d'immeubles indispensables à la réalisation du but social.

Le refus d'autorisation sera suffisamment motivé par la déclaration du Gouvernement que l'association possède des ressources suffisantes pour atteindre le but social.

ART. 12.

Les associations ou sociétés qui ne poursuivent qu'un bénéfice à partager entre leurs membres ne jouissent pas du bénéfice de la présente loi.

HOOFDSTUK III.

ART. 11.

De vereenigingen, volgens deze wet opgericht, die een doel van algemeen of maatschappelijk belang beoogen, mogen, door een niet redenen omkleed koninklijk besluit, het recht verkrijgen, mits machtiging van de Regeering, giften en legaten aan te nemen.

De weldaad van deze bepaling wordt van nu af aan, als gevolg van deze wet, toegestaan aan de vereenigingen die zullen tot stand komen overeenkomstig de regelen vervat in hoofdstuk I, en die uitsluitend ten doel hebben de bescherming van de kinderen, de openbare gezondheid, de bevordering van letteren, wetenschappen en kunsten.

De toestemming om de gift of het legaat aan te nemen zal, wanneer het onroerende goederen betreft, ondergeschikt zijn aan de voorwaarde dat deze onroerende goederen te gelde worden gemaakt binnen het jaar na de aanvaarding, en dat de verkoopprijs wordt omgezet in Staatsrenten op naam.

Nochtans zal men van deze bepaling kunnen afwijken, wanneer de onroerende goederen onmisbaar zijn tot verwezenlijking van het maatschappelijk doel.

Het zal voldoende zijn het weigeren van toestemming te rechtvaardigen door de verklaring der Regeering, dat de vereeniging reeds de noodige middelen bezit om het maatschappelijk doel te bereiken.

ART. 12.

De vereenigingen of maatschappijen, welker uitsluitend doel bestaat in het verdeelen onder de leden van winsten, kunnen de weldaad van deze wet niet genieten.

Sont considérées notamment comme telles toutes les sociétés commerciales et toutes les sociétés civiles réunissant les conditions requises par le Code civil pour leur validité.

ART. 13.

Le bénéfice de la disposition de l'article 2 ci-dessus n'existera qu'au profit des associations qui se soumettront aux conditions suivantes :

Elles devront avoir une comptabilité régulière consistant en un livre-journal et un livre de caisse qui seront cotés par le gouverneur de la province ou par le fonctionnaire qu'il désignera à cette fin.

Elles devront, à la fin de chaque année, établir le bilan de leur actif et de leur passif et le compte détaillé de leurs recettes et de leurs dépenses certifiés conformes par leurs administrateurs.

Dans la quinzaine, ce bilan et ce compte seront envoyés au greffier provincial, qui en délivrera une copie libre certifiée conforme à toute personne qui en fera la demande contre paiement des frais.

Le bilan devra être approuvé par la députation permanente, sauf recours au Roi.

La députation permanente veillera à ce que la comptabilité soit correcte et claire et à ce que les ressources de la société soient exclusivement consacrées au but social.

ART. 14.

Le Gouvernement pourra prescrire par arrêté royal telle mesure qu'il ju-

Worden, onder andere, als zoodanig beschouwd alle vennootschappen van koophandel en alle burgerlijke maatschappijen welke voldoen aan de voorwaarden door het Burgerlijk Wetboek vereischt voor hare geldigheid.

ART. 13.

De weldaad van de bepaling vervat in artikel 2 hierboven wordt alleen toegekend aan de vereenigingen die zich aan de volgende voorwaarden onderpen :

Zij moeten eene regelmatige comptabiliteit hebben, bestaande uit een dagboek en een kasboek, die door den gouverneur van de provincie of door den ambtenaar, door hem aangewezen, worden genummerd en geteekend.

Zij moeten, aan het einde van elk jaar, opmaken eene balans van hare bezittingen en passief, alsook eene omstandige rekening van hare ontvangsten en uitgaven, door hunne bestuursleden als trouw en echt verklaard.

Binnen vijftien dagen, moeten zij deze balans en deze rekening zenden aan den provincialen griffier, die daarvan een afschrift op ongezegeld papier afgeeft aan eenieder die dit, tegen betaling der kosten, aanvraagt.

De balans moet worden goedgekeurd door de bestendige deputatie, behoudens beroep op den Koning.

De bestendige deputatie zorgt er voor, dat de comptabiliteit regelmatig en duidelijk wordt gehouden en dat de inkomsten van de vereeniging alleen tot het maatschappelijk doel worden aangewend.

ART. 14.

De Regeering kan, bij koninklijk besluit, elken maatregel voorschrijven

gera convenir pour la bonne gestion des biens donnés ou légués aux associations constituées conformément à la présente loi.

ART. 15.

Si les dispositions ci-dessus ne sont pas observées, les associations constituées conformément à la présente loi seront, par arrêté royal, déchues des bénéfices des dons ou des legs qui leur ont été faits.

Les biens donnés ou légués seront attribués par l'arrêté royal de déchéance à la Caisse des accidents de travail.

ART. 16.

Dans le règlement des droits des associés, interdits, démissionnaires, décédés, en faillite ou en déconfiture, il ne sera pas tenu compte des biens donnés ou légués.

A la dissolution de la société, et sauf le cas de prorogation de celle-ci, ces biens seront dévolus de plein droit à la Caisse des accidents de travail.

ART. 17.

Un arrêté royal réglera l'exécution de la présente loi.

welken zij noodig acht voor het goed beheer van de goederen gegeven of gelegateerd aan vereenigingen, volgens deze wet opgericht.

ART. 15.

Worden bovenstaande bepalingen niet nageleefd, zoo worden de volgens deze wet tot stand gekomen vereenigingen bij koninklijk besluit ontzet van de hun gemaakte giften of legaten.

Door het koninklijk besluit van ontzetting worden de geschonken en gelegateerde goederen toegekend aan de Kas voor arbeidsongevallen.

ART. 16.

De giften of legaten komen niet in aanmerking bij de regeling der rechten van de leden die zijn gestorven, hun ontslag namen, geïnterdiceerd zijn, failliet werden verklaard of in staat van kennelijk onvermogen verkeerden.

Bij de ontbinding der vereeniging en behoudens het geval dat de duur ervan wordt verlengd, komen deze goederen van rechtswege toe aan de Kas voor arbeidsongevallen.

ART. 17.

De uitvoering van deze wet wordt bij koninklijk besluit geregeld.

FERD. FLÉCHET.
MAURICE FERON.
GEORGES LORAND.
